

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

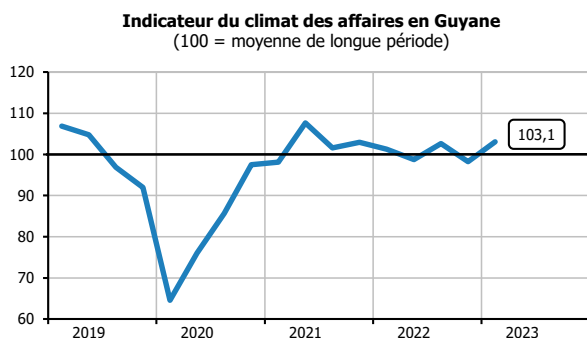
N°757 / Juillet 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES ¹

1^{er} TRIMESTRE 2023

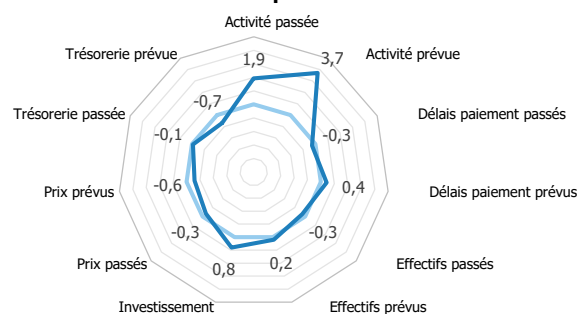
Vers un nouveau souffle en 2023 ?

Nouveau rebond de l'ICA



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Contribution des soldes d'opinion à l'évolution de l'ICA



Source : IEDOM

— Niveau de référence des soldes d'opinion au 4T22
— Contribution des soldes d'opinion du 1T23

Lecture : Si la courbe bleu foncé est au-dessus de la courbe bleu clair, alors la variable s'améliore par rapport au trimestre précédent et accroît l'ICA de l'ordre du chiffre indiqué. À l'inverse si elle est en-dessous de la courbe bleu clair, alors la variable se détériore et fait baisser l'ICA.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) rebondit au premier trimestre 2023, pour atteindre 103,1 points. Il repasse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période, reflétant une amélioration de la confiance des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM.

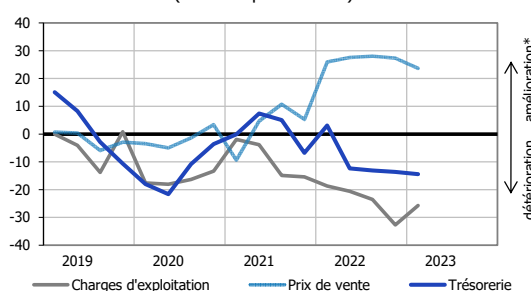
D'après les répondants, l'augmentation de 4,8 points de l'ICA sur trois mois résulte du bon niveau d'activité du premier trimestre, qui devrait même se bonifier au deuxième trimestre. Ainsi, la composante future de l'ICA compte pour 80 % de son rebond, signe de l'optimisme autour de l'activité du deuxième trimestre.

Malgré cette confiance concernant leur niveau d'activité, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font part d'inquiétudes concernant le contexte inflationniste actuel. Comme le démontre la tendance des soldes d'opinion à partir du second semestre 2021, les hausses des prix des intrants pèsent sur les charges d'exploitation, qui sont ensuite répercutées sur les prix de vente, mais également absorbées pour partie par la trésorerie.

Dans le même temps, la part des entreprises de l'enquête craignant une défaillance dans les douze prochains mois est relativement stable, à 15 % ce trimestre. Le nombre de défaillances effectives d'entreprises reste plus bas qu'avant la crise sanitaire, avec 68 cas relevés sur un an (contre 75 en moyenne enregistrés sur 10 ans), même si une hausse est enregistrée ce trimestre

Contexte inflationniste selon les soldes d'opinion

(Solde d'opinion en %)



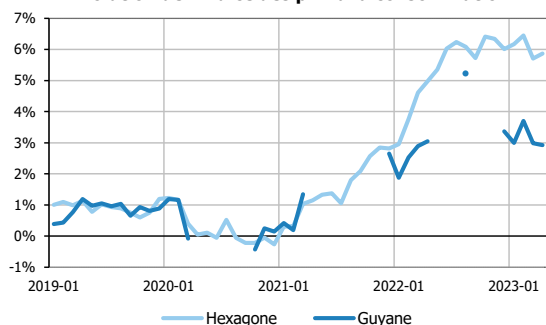
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM ; Concernant le solde d'opinion des prix de vente, respectivement baisse et hausse

¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

(+8 défaillances ; données brutes). En outre, le taux d'impayés des entreprises de plus de 10 salariés est de 6,7 % sur le trimestre (données brutes), sans aggravation significative malgré un relèvement sur un an.

Les prix se stabilisent au premier trimestre

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles en glissement annuel

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable sur le premier trimestre de l'année. En glissement annuel, l'indice progresse de 3,0 %, soit plus modérément qu'au niveau national (+5,7 %). Après les prix de l'énergie, ce sont désormais les prix de l'alimentation qui soutiennent l'inflation en Guyane. Leur augmentation de 3,5 % sur le trimestre reste significative, et s'établit à 10,2 % sur un an. Les prix de l'énergie, quant à eux, ne progressent plus que de 1,5 % sur le trimestre, et de 3,6 % sur l'année. Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,4 % sur trois mois, et de 1,3 % sur douze mois. Enfin, les prix des services diminuent de 2,4 % en glissement trimestriel, mais progressent de 1,7 % en glissement annuel.

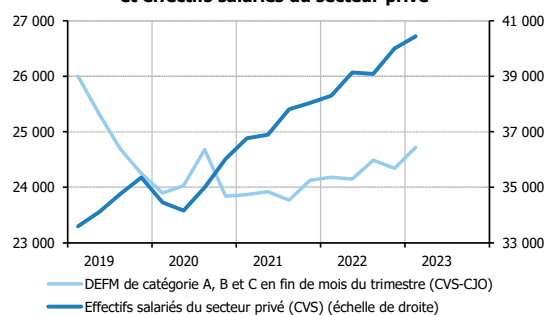
Un marché du travail qui cache plusieurs réalités

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'accroît de 1,2 % au premier trimestre 2023. Il s'établit à 20 290 personnes. Plus largement, le nombre de DEFM A, B et C augmente également de 1,6 %. La part des jeunes de moins de 25 ans dans ce total augmente de 3 points en 4 ans, atteignant un niveau record de 4 130 chômeurs (+7,0 % sur un an). En outre, le plus souvent non éligibles à l'indemnisation, les moins de 25 ans sont sous-représentés chez les demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi. Ils alimentent ainsi les rangs des personnes inactives et souhaitant travailler se trouvant dans le halo autour du chômage. En 2022, 22,0 % des 15-64 ans sont dans ce halo, contre un taux de chômage estimé de 13,1 %.

En parallèle, selon l'enquête menée par l'IEDOM, les perspectives de l'emploi privé restent bonnes. Les soldes d'opinion relatifs aux effectifs demeurant toujours positifs. Le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi, pour un contrat supérieur à 6 mois, bondit de 25,4 % sur le trimestre, établissant un nouveau record avec 2 570 offres diffusées (données brutes). 9 470 projets de recrutement ont été recensés pour 2023, chiffre en constante augmentation sur les dernières années. En revanche, les difficultés de recrutement sont prégnantes sur le territoire, avec la moitié des projets de recrutements jugés difficiles (Enquête besoins en main-d'œuvre 2023 – Pôle emploi).

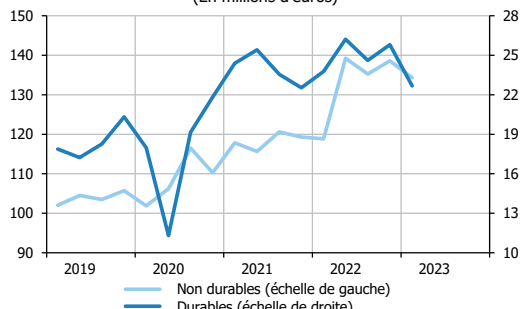
Enfin les emplois salariés (+1,1 %) et la masse salariale (+3,1 %) du secteur privé sont bien orientés sur le trimestre, et sont en forte croissance sur un an : respectivement +5,6 % et +8,4 %.

Demandeurs d'emploi en fin de mois et effectifs salariés du secteur privé



Sources : Pôle emploi / DEETS, Acass

Importations de biens de consommation (En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

La hausse des prix pèse sur la consommation

Au premier trimestre 2023, les importations de biens de consommation sont en retrait. Ainsi, les importations de produits durables subissent les arbitrages liés à l'inflation, avec une diminution de 12,1 % en valeur et de 2,9 % en volume sur le trimestre. De même, les importations de produits non durables baissent de 3,1 % en valeur, et de 2,5 % en volume.

À l'inverse, l'utilisation de la carte bancaire comme moyen de paiement se diffuse. En effet, le nombre de transactions par carte bancaire ainsi que les montants payés progressent : +4,9 % et 1,4 % en glissement annuel.

Les immatriculations de véhicules de tourisme sont quant à elles en baisse de 7,7 % en glissement annuel, tandis que les crédits à la consommation se stabilisent à +0,2 %.

Concernant les indicateurs de la vulnérabilité des ménages, le nombre de personnes interdites bancaires baisse de 1,8 % en glissement trimestriel (brut), et poursuit sa diminution. A contrario, le montant de RSA versé progresse légèrement en glissement trimestriel (+0,9 %), sur une tendance à la hausse.

Des investissements dynamiques

Les intentions d'investissement progressent ce trimestre dans la plupart des secteurs. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM demeure néanmoins toujours négatif, ne parvenant pas à retrouver sa moyenne de longue période depuis le premier trimestre 2019.

Le volume des importations de biens d'investissement s'accroît de 26,0 % sur trois mois (+17,7 % sur un an). Celles-ci progressent également en valeur de 24,1 % sur trois mois, et de 28,5 % sur douze mois, traduisant des perspectives favorables pour l'investissement au-delà de l'effet-prix.

En outre, les encours bancaires des crédits d'investissement aux entreprises progressent de 1,9 % sur le trimestre et de 5,0 % sur l'année, avec une augmentation significative du recours au crédit-bail, respectivement en hausse de 12,4 % et 43,1 %.

Les importations portées par les biens d'investissement

À fin mars, le montant des produits importés suit sa tendance, en croissance de 1,7 % sur trois mois, et de 14,9 % sur douze mois. Les biens d'investissement (+24,1 %), comptant pour 36 % du total, sont à l'origine de la hausse depuis le début d'année. Les autres types de produits importés sont en retrait sur le trimestre, excepté les produits énergétiques qui se stabilisent (+0,4 %).

En volume, les importations de produits énergétiques (+40,0 %), et les importations de biens d'investissement (+26,0 %) portent les importations totales, qui augmentent de 9,1 %.

Les exportations d'or évoluent en dents de scie, à un niveau relativement faible, tandis que son cours reste à des niveaux élevés. Ces exportations représentent environ un tiers des exportations en valeur de biens guyanais.

Le contexte inflationniste touche tous les secteurs d'activités

L'activité du **BTP** est bien orientée. Elle s'inscrit en conformité avec l'amélioration progressive du moral des chefs d'entreprise du secteur sur l'année 2022, avec notamment un accroissement des importations d'engins de BTP et des matières premières pour la fabrication de ciment au port. À fin mars 2023, le volume d'heures rémunérées dans le secteur est supérieur de 25,7 % à celui de mars 2019, contre une progression de 13,8 % pour l'ensemble de l'économie. Le niveau des charges reste cependant dégradé, malgré la baisse du cours de certaines matières premières (ex. : acier), tandis que l'augmentation des prix de vente semble décélérer. Enfin, les recrutements repartent à la hausse après un quatrième trimestre moins bien orienté.

Le niveau d'activité du secteur **primaire et agroalimentaire** se rapproche de son niveau de longue période pour le premier trimestre, mais les chefs d'entreprise anticipent une contraction de l'activité pour le deuxième trimestre. Certains ont notamment fait part d'une diminution des ventes aux consommateurs, en lien avec le contexte inflationniste. Les fortes pluies de l'année passée ont également des répercussions sur les produits transformés (ex. : canne à sucre).

Selon les professionnels enquêtés par l'IEDOM, l'activité **industrielle** (hors IAA) se situe au-dessus de son niveau moyen. Toutefois, la filière aurifère a exporté relativement peu en volume ce trimestre (-14,0 % en glissement annuel). La filière bois a subi la pluviométrie encore exceptionnelle de 2022, très proche du record de 2021. Les produits exportés sont en deçà des niveaux habituels, mais progressent sur un an (+8,3 % en valeur ; +2,9 % en volume).

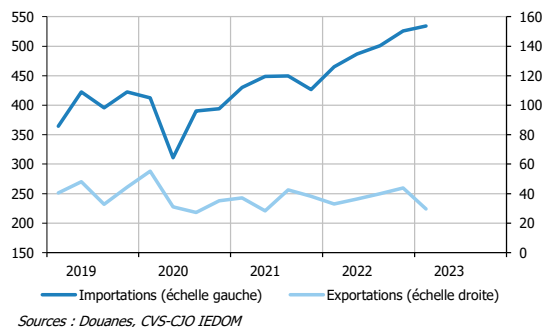
L'activité des **services marchands** est stable depuis plusieurs trimestres, légèrement en dessous de son niveau moyen. Les trésoreries sont toujours pénalisées par des charges qui semblent pourtant s'améliorer progressivement.

L'absence pour l'heure de vol programmé cette année après le dernier tir d'Ariane 5 en 2023 fragilise la filière **spatiale** guyanaise. Les activités de maintenance maintiennent l'activité, qui est jugée faible par les entreprises enquêtées par l'IEDOM. Selon les syndicats, cette baisse d'activité prévue en 2023 et 2024 menace 200 à 300 emplois sur les 2 000 emplois étroitement liés au spatial.

Le solde d'opinion d'activité du secteur du **commerce** s'améliore, dépassant sa moyenne de longue période. Comme pour le trimestre précédent, certains commerçants témoignent néanmoins d'une baisse de la consommation des particuliers, en lien avec la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation. Enfin, les charges d'exploitation se détériorent à nouveau. En parallèle, les prix de vente semblent s'infléchir.

L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du secteur **touristique** s'est progressivement rétablie, désormais au-dessus de sa moyenne de longue période. En revanche, les charges se sont dégradées plus tard que dans les autres secteurs, augmentant à contretemps les prix de vente et détériorant par ailleurs la trésorerie. Le trafic de passagers et le nombre de vols à l'aéroport Félix

Importations et exportations totales
(en millions d'€)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

Éboué évoluent respectivement de -3,2 % et de +6,6 % ce trimestre. Ils se stabilisent après le rebond post-pandémie. Le nombre de nuitées enregistrées se consolide, en légère augmentation sur trois mois (+0,5 %). Elles sont toutefois inférieures au niveau atteint en 2019. Auparavant, les arrivées de clients étrangers dépendaient fortement du partenariat autour du lanceur russe Soyouz. Son arrêt engendre notamment une baisse des nuitées étrangères, passant de 24 % du total en 2019 à 10 % en 2022.

La conjoncture internationale et régionale

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RESTE RÉSILIENTE MALGRÉ LA PERSISTANCE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, selon les estimations publiées par le FMI en avril. Pour l'année 2023, la hausse du PIB devrait ralentir pour atteindre 2,8 % selon le scénario de référence du FMI. L'inflation mondiale devrait ralentir pour s'établir à 7,0 % en 2023 sous l'effet d'un recul des prix des produits de base. L'inflation sous-jacente diminuerait toutefois plus lentement. Le risque de dégradation des perspectives reste élevé, notamment si les perturbations du secteur financier, enregistrées début 2023, s'amplifient au cours de l'année. La persistance des tensions géopolitiques pourrait par ailleurs avoir de nouvelles conséquences sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie alors que la capacité des autorités budgétaires à relever de nouveaux défis est davantage limitée au regard de leurs niveaux d'endettement.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2023, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2022. Ce ralentissement reflète la diminution des investissements dans les stocks malgré une accélération de la croissance de la consommation privée (+0,9 % après +0,3 % au trimestre précédent). Sur l'ensemble de l'année 2023, le FMI anticipe une augmentation du PIB de 1,6 %.

Dans la zone euro, l'activité économique s'est contractée de 0,1 % au premier trimestre 2023 soit la même variation qu'au trimestre précédent. Si la baisse marquée des importations (-1,3 %) a contribué positivement à l'évolution du PIB, elle n'a pas permis de compenser entièrement la contraction de la consommation des ménages (-0,3 %) et des administrations (-1,6 %) alors que le taux d'inflation, bien qu'en baisse, reste élevé (6,9 %). Le taux de chômage continue, quant à lui, de reculer dans la zone pour s'élever à 6,5 % à fin mars 2023. Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année.

D'après l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,2 % après une croissance nulle au quatrième trimestre 2022. Cette évolution positive s'explique principalement par la baisse marquée des importations (-2,8 %) alors que les exportations reculent plus modérément (-0,2 %). La consommation des ménages est pour sa part restée quasi stable (+0,1 %) alors que l'investissement se replie nettement (-0,8 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,6 % en 2023. Si l'incertitude entourant cette prévision demeure, la probabilité d'une récession apparaît désormais très réduite.

Au Japon, le PIB a rebondi pour enregistrer une hausse de 0,4 % au premier trimestre 2023 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une augmentation de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,9 %) alors que les exportations ont très nettement reculé sur le trimestre (-4,2 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,9 % en 2023. L'activité serait particulièrement dynamique en Chine (+5,2 %) et en Inde (+5,9 %), à l'inverse du Brésil (+0,9 %) et de la Russie (+0,7 %) où elle serait nettement moins bien orientée.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 12 juin 2023.

LES VOISINS DE LA GUYANE FACE AU DÉFI DE L'INFLATION

Le gouvernement de Lula a dévoilé fin mars sa proposition de réforme budgétaire, dans le but d'augmenter les dépenses sociales et d'investissement. La proposition permettra d'ajuster le niveau de dépenses autorisées pour l'année suivante en fonction de la situation budgétaire de l'État. La croissance réelle des dépenses sera comprise entre 0,6 % et 2,5 %.

Le gouvernement appelle également de ses vœux une politique monétaire plus accommodante. Dans le contexte inflationniste, la Banque centrale a en effet maintenu pour la cinquième fois consécutive son taux d'intérêt directeur à 13,75 %. L'estimation de l'inflation de l'année en cours a été revue, passant de +4,6 % à +5,3 % par rapport au bulletin de novembre 2022.

La Banque centrale travaille en parallèle sur un projet de Réal numérique. La phase de développement et d'expérimentation devrait durer jusqu'en février 2024, avant un lancement pour la fin d'année 2024.

De l'autre côté de la Guyane, au Suriname, des manifestations ont eu lieu le 17 février contre la vie chère. Le mouvement a dégénéré en forçant l'entrée du Parlement. Les autorités ont ainsi décrété un couvre-feu dans la capitale. Le pays a pourtant bénéficié d'un nouveau déboursement d'un montant de 53 M\$ issu du plan de sauvetage du FMI signé fin 2021 de 688 M\$, et doit en conséquence réduire les dépenses publiques tout en jugulant l'inflation.

D'après le rapport du comité exécutif du FMI, les autorités ont accentué leurs efforts pour stabiliser l'économie à travers des réformes structurelles : une rigueur budgétaire tout en développant les aides sociales aux plus précaires, une consolidation fiscale, ou encore une restructuration de la dette. Le taux de croissance prévu par le FMI est de +2,3 % sur l'année 2023, contre +1,3 % en 2022, tandis que l'inflation devrait rester très élevée à +42,7 %, après +52,5 % en 2022.

Sources : DG-Trésor Brésil ; FMI ; Courrier International.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : S. AUBERT — Participation aux travaux : J. CAPITAINE - S. CALVO - L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM